

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-russes, la sécurité européenne et le partenariat OTAN Russie, la situation humanitaire en Irak, le terrorisme en Algérie, Moscou le 26 septembre 1997.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je ne vais pas faire d'introduction dans la mesure où je me suis déjà beaucoup exprimé et donc, je vais plutôt répondre à vos questions.

Nous avons là, également, le Ministre chargé des Affaires européennes et le Ministre du Commerce extérieur, M. Allègre étant parti visiter le Collège franco-russe qui avait été à l'origine lancé par M. Marek Halter.

QUESTION - M. le Président, nous avons lu votre déclaration sur le Proche-Orient, vous appuyez le processus de paix, néanmoins, le Premier Ministre d'Israël poursuit sa politique de colonisation. A votre sens, qui est responsable de l'aggravation de la situation au Proche-Orient ? Quelles mesures doivent être prises pour contraindre le gouvernement israélien à accepter le processus de paix en partant du principe de paix, c'est-à-dire la terre contre la paix ?

LE PRESIDENT - Vous avez vu -et je m'y associe pleinement- que la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne a fait une déclaration, je crois que c'était d'ailleurs à New-York, pour condamner, en tous les cas pour s'émouvoir de ces nouvelles constructions décidées par les autorités israéliennes. Je partage tout à fait ce sentiment. C'est aussi celui du Président Eltsine. Que faut-il faire ? Je dirai d'abord, que ne faut-il pas faire ? Précisément, il ne faut pas, je crois, dans une situation si délicate, alors que le processus de paix est déjà dans un très très grand danger prendre des mesures qui sont des provocations. Il est évident que toute mesure tendant aujourd'hui à faire de nouvelles constructions de cette nature, sont ressenties par la partie palestinienne comme des provocations et donc, sont porteuses, chaque fois, de davantage de déstabilisation du processus de paix.

Que faut-il faire ? Je crois qu'il faut surtout revenir à l'esprit du processus de paix, c'est-à-dire appliquer les accords d'Oslo selon le principe que vous avez rappelé de l'échange de la terre contre la paix. A partir de là, pourra se recréer une confiance sans laquelle il n'y a pas de processus possible. Naturellement, je suis très sensible aux problèmes de sécurité. Mais il faut bien comprendre aussi que s'il n'y aura pas de paix sans sécurité, il n'y aura pas de sécurité sans paix.

QUESTION - M. le Président, je voudrais revenir sur l'annonce que vous avez faite tout à l'heure concernant les missiles Sol-Sol du plateau d'Albion. Aucun des moyens nucléaires de la force de dissuasion n'est désormais ciblé, avez-vous dit. Cela veut dire que ces missiles étaient ciblés sur la Russie auparavant ?

LE PRESIDENT - Vous savez, les missiles du plateau d'Albion avaient pour mission de pouvoir répondre instantanément à une attaque dans les secondes suivant l'information selon laquelle des missiles se dirigeaient sur notre territoire. Par conséquent, dans les périodes de crise ou de tension, il est évident qu'on devait prévoir, et donc cibler ces missiles. Donc, ils l'étaient. Nous avons mis fin aux missiles Sol-Sol du plateau d'Albion, parce qu'ils ne nous paraissaient plus nécessaires dans le cadre de la dissuasion moderne de la France. Il va de soi que s'agissant de missiles aéroportés ou de missiles partant d'un sous-marin, ils ne sont

évidemment pas ciblés. On peut dire aujourd'hui, effectivement que nous n'avons plus de missiles ciblés. De même que le Président russe avait annoncé le 27 mai à Paris, que tous les missiles russes avaient été déciblés.

QUESTION - Est-ce que la situation algérienne a été évoquée. Le GIA a menacé de s'attaquer à des intérêts français. Quelle réponse peut-on apporter nationalement et internationalement pour aider le peuple algérien et éventuellement pour se prémunir contre ces menaces ?

LE PRESIDENT - C'est la chose la plus horrible du monde ce qui se passe aujourd'hui en Algérie. Je voudrais d'abord dire, comme tout le monde, mon émotion personnelle et, de surcroît, je connais un peu l'Algérie, c'est un pays que j'aime beaucoup et je suis tout à fait désespéré de voir ce qui s'y passe et les actes barbares qui s'y déroulent, qui sont inexplicables, inqualifiables, injustifiables. Ceci étant, il faut bien comprendre que seule une politique, déterminée à Alger, avec une volonté de l'appliquer, -quelle que soit cette politique- permettra d'avancer vers le dialogue, la réconciliation nationale, le respect du droit des gens et de leur sécurité.

Et il est extrêmement difficile d'intervenir de l'extérieur. On le sait bien. Et par conséquent, tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous sommes tout à fait prêts, bien entendu, en ce qui nous concerne, mais c'est vrai des autres pays de l'Union européenne, c'est vrai de tous les pays du monde, à aider, dans la mesure où elles le souhaiteraient, les autorités d'Alger dans ce domaine, mais c'est à elles qu'il appartient d'engager des actions nécessaires pour rétablir l'ordre et la sécurité.

QUESTION - M. le Président, la Russie insiste pour que les anciennes républiques soviétiques ne fassent pas partie de l'OTAN. Avez-vous examiné cette question et quelle est votre attitude à l'égard de la décision des ex-républiques soviétiques à l'OTAN ?

LE PRESIDENT - Pour le moment, le problème ne se pose pas. Les négociations sur l'élargissement de l'OTAN qui se sont conclues à Madrid, concernaient trois pays qui n'étaient pas des ex-républiques soviétiques. La Russie est hostile à l'élargissement dans son principe, même si cela a été, sans aucun doute pour elle, une victoire importante que d'obtenir un accord entre l'OTAN et la Russie préalable à l'élargissement. Je sais que les autorités russes sont encore plus hostiles à l'éventuelle adhésion de pays qui faisaient partie de l'ancienne Union soviétique que pour les autres. Mais le problème ne se pose pas aujourd'hui. Il n'est pas d'actualité.

QUESTION - M. le Président, pour nos souscripteurs, nos lecteurs, il serait très intéressant, très agréable, de savoir votre point de vue concernant la coopération économique entre nos deux pays, y compris dans les domaines technologiques et scientifiques. Où allons-nous et où irons-nous ?

LE PRESIDENT - Notre coopération économique doit se développer fortement. Elle est insuffisante. Nos échanges, bien qu'ayant augmenté sensiblement, d'environ 50% depuis deux ans, ce qui n'est pas négligeable, ne sont pas du tout au niveau qu'il conviendrait. Il en va de même pour nos investissements. Ce matin, j'ai rencontré M. Tchernomyrdine. Les 4/5ème du temps consacrés à nos entretiens ont porté sur les initiatives que nous pourrions prendre pour faciliter les échanges ou pour favoriser les investissements français. Sur les deux heures d'entretiens que j'ai eus avec le Président Eltsine, les 3/4 ont été consacrés, à mon initiative, à ces sujets, concernant notamment un certain nombre de projets qui sont parfaitement ciblés et qui devraient pouvoir connaître une évolution positive, rapidement, notamment dans la mesure où nous avons mis en place des moyens financiers nécessaires. Ceci dans le cadre de la préparation de la Commission qui, le 30 octobre, sous la présidence des deux Premiers Ministres, va se réunir.

Sur le plan économique, nous avons essayé de relancer fortement les initiatives auprès des hommes d'affaires français et auprès des autorités russes et des hommes d'affaires russes. A ma table, à déjeuner, il y avait, aujourd'hui, à la fois M. Tchoubais et M. Nemtsov et nous n'avons parlé que de cela. Je veux dire pas dans l'absolu, mais sur des projets spécifiques.

Je suis arrivé avec ma petite liste et j'ai essayé de la défendre. Dans le même esprit, M. le Ministre chargé du Commerce extérieur a passé sa journée à développer les mêmes thèmes et aussi à inaugurer la semaine commerciale. Voilà pour les problèmes économiques.

Notre coopération politique, elle, ne pose pas de difficultés. Elle est très active, très bonne. Elle ne pose pas de problèmes.

Notre coopération scientifique va dans le domaine universitaire. Dans le domaine de la formation, elle peut encore se développer, même si elle est bonne. Nous avons, aujourd'hui, retenu le principe de la formation de 1 000 cadres russes. C'était une demande exprimée par M. Eltsine. Cela va se faire dans les mois qui viennent. Nous avons retenu le principe d'une Université russo-française dont les deux Ministres de l'Education nationale, M. Allègre et son homologue ont commencé à discuter des principes. Un groupe de travail va en étudier les modalités.

Notre coopération scientifique de haut niveau est très active, notamment dans les domaines - mais elle peut encore se développer- de l'espace, de l'aéronautique, etc.

Notre coopération est bonne, mais elle doit se développer encore. C'est une nécessité.

QUESTION - M. le Président, vous avez été vivement applaudi tout à l'heure en citant Fiodr Tiouttchev à l'Université. Très jeune, vous avez traduit "les Cent chants de Eugene Onéguine" d'Alexandre Pouchkine, le grand poète russe, malheureusement tué par un français. Pouvez-vous aller plus loin dans l'expression de votre goût pour la littérature russe ?

LE PRESIDENT - Je n'ai encore rencontré personne qui soit insensible à la littérature russe, surtout à la littérature russe du XIXème siècle. Je fais partie de la cohorte de ces gens qui aiment lire la littérature russe. Simplement, pour des raisons de circonstances, lorsque j'avais 16, 17 ou 18 ans, je pouvais le lire dans le texte, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, naturellement, ce qui m'a permis effectivement de lire un certain nombre de choses. Il est toujours plus intéressant de lire dans le texte que dans une traduction forcément. J'aime beaucoup cela.

QUESTION - Avec le Président Eltsine, avez-vous parlé de la situation en Irak. Quelle est votre attitude à l'égard des attitudes agressives au nord de l'Irak ?

LE PRESIDENT - La position de la France à l'égard de l'Irak a deux aspects. Il y a une position politique qui consiste à considérer que l'Irak doit impérativement remplir toutes ces obligations, celles qui relèvent des différentes résolutions de l'ONU. On ne peut pas remettre en cause, notamment les sanctions, si cette première condition n'est pas réglée.

Deuxièmement, comme tout principe, il comporte une atténuation. La France a, au Conseil de Sécurité à l'ONU, plaidé aussi bien du côté de l'Irak que du côté du Conseil de Sécurité pour que la résolution permettant l'échange de pétrole contre des produits humanitaires, c'est-à-dire en réalité de la nourriture et des médicaments, puisse être d'abord adoptée puis renouvelée. Parce que, c'est un troisième point, la situation humanitaire en Irak est extrêmement préoccupante. On ne sait pas tout, parce qu'il y a des choses qui sont médiatisées et d'autres qui ne le sont pas. Mais on peut que nourrir une grande inquiétude à l'égard de la situation humaine, humanitaire des enfants, des personnes âgées et d'autres en Irak. Il faut donc faire attention et assumer ces responsabilités.

Je souhaite que l'Irak remplisse les conditions et que dès qu'elles seront remplies les sanctions puissent être levées.

QUESTION - M. le Président dans ses déclarations récentes, le Président Eltsine a dit que les Européens doivent se charger eux-mêmes de leur propre sécurité et que l'Amérique intervient trop souvent dans les affaires européennes. Qu'en pensez-vous ? Avez-vous discuté avec le Président Eltsine sur le problème de la sécurité européenne et sur la limitation possible de l'influence américaine sur notre continent ?

LE PRESIDENT - La sécurité c'est quelque chose de global. La sécurité a été organisée entre les Etats-Unis et les pays qui sont aujourd'hui ceux de l'Union européenne depuis longtemps dans le cadre de l'Alliance atlantique, parce que c'était une question de survie. Aujourd'hui, les conditions ont profondément changé. Le Président Eltsine a raison de dire que l'Europe doit prendre une part plus importante à sa propre sécurité, car il n'y a pas de civilisation qui ait survécu longtemps sans être capable d'assurer sa sécurité. Cela rejoint la position française qui, vous le savez, depuis longtemps déjà, soutient qu'il doit y avoir un pilier européen dans l'Alliance atlantique de la défense et qu'il doit être assumé par l'Union de l'Europe occidentale.

Nous sommes donc favorables -et c'est dans cet esprit que nous avons participé à la préparation de la réforme de l'OTAN- à un renforcement de la responsabilité des Européens pour leur

de la réforme de l'OTAN à un renforcement de la responsabilité des Européens pour leur sécurité et, en particulier, favorables à ce que l'Union de l'Europe occidentale soit un bras actif et soit capable de fonctionner au cas où une crise interviendrait et où les Américains ne seraient pas concernés ou ne voudraient pas s'associer. L'UEO doit pouvoir, dans cette hypothèse, utiliser les moyens de l'OTAN. C'est une des grandes discussions qui a lieu aujourd'hui dans le cadre de la réforme de l'OTAN qui connaîtra une première étape au mois de décembre, et puis d'autres ensuite, probablement.

Voilà la position de la France. C'est une position, si vous voulez, un peu intermédiaire.

Naturellement, on ne peut pas imaginer la paix en Europe sans qu'il y ait un système pacifique sur l'ensemble de l'Europe, c'est-à-dire entre l'Union européenne et la Russie en clair ou entre l'OTAN et la Russie. C'est une des raisons qui m'ont fait militer pour qu'un accord entre l'OTAN et la Russie puisse intervenir. C'est ce qui s'est fait le 27 mai dernier. C'est la raison pour laquelle, la France est extrêmement active pour que cet accord vive. Il fait l'objet aujourd'hui, vous le savez, de la première réunion du Comité de partenariat avec M. Primakov et M. Védrine à New-York.

Donc, nous pensons effectivement, qu'il ne peut pas y avoir de paix à assurer sans qu'il y ait une très bonne relation organisée entre la Russie et l'Union européenne. C'est ce que nous appelons la nouvelle architecture de sécurité. Nous faisons le maximum pour la mettre en place.

QUESTION - Vous avez ce matin, M. le Président, défini l'objectif de multiplier par deux le commerce avec la Russie.

LE PRESIDENT - C'est une proposition de M. Eltsine à laquelle, naturellement, je me suis rallié à la grande satisfaction du Ministre chargé du Commerce extérieur.

QUESTION - Justement, je voudrais vous demander si vous avez toute confiance dans le gouvernement de M. Jospin pour atteindre cet objectif ?

LE PRESIDENT - J'ai toute confiance dans le gouvernement de la France pour atteindre cet objectif.

QUESTION - Aujourd'hui, M. Eltsine a signé un "oukaze" sur la religion. Quelle est votre attitude à l'égard de cet "oukaze". Cet "oukaze" n'est pas très commode pour les catholiques.

LE PRESIDENT - D'abord, vous me permettrez de ne pas faire d'ingérence dans les affaires intérieures de la Russie. Il ne m'appartient pas de porter un jugement sur un "oukaze" relatif à la religion aujourd'hui en Russie.

Deuxièmement, je peux simplement vous dire, -d'ailleurs en réalité, je ne connais pas cet "oukaze"-, mais en revanche, je suis favorable à la liberté de religion, et naturellement, à l'égalité de traitement par un état laïc de toutes les religions. La France est un état laïc, fier de l'être et qui entend le rester.

QUESTION - M. le Président quelle est votre impression la plus forte en comparant cette visite avec les autres visites à Moscou ?

LE PRESIDENT - J'ai plusieurs impressions. D'abord sur le plan purement matériel, en arrivant, j'ai été impressionné par l'évolution de Moscou depuis un an et demi. Je n'étais pas venu à Moscou depuis un an et demi à peu près. J'ai trouvé que, véritablement, Moscou avait beaucoup changé, beaucoup plus moderne, beaucoup plus propre. Je trouve qu'il a été fait à Moscou un travail considérable. Je porte, si vous voulez sur ce point, l'oeil d'un Maire. J'ai été longtemps Maire de Paris, je sais combien il est long et difficile de changer les choses dans une grande ville. Je trouve que Moscou a considérablement changé, naturellement dans le très bon sens du terme. Cela c'est une chose qui m'a impressionné.

La deuxième chose qui m'a impressionné, c'est la jeunesse russe. Naturellement, je n'ai pas vu la jeunesse russe, mais j'ai rencontré quelques jeunes russes et j'ai trouvé qu'ils avaient un beau regard. Je crois qu'on peut leur faire confiance. Je crois que tout ce que l'on peut dire sur les problèmes, les contraintes, les dérives qui sont inévitables dans une période de transition aussi lourde et aussi difficile, ce sera peu de chose, par rapport à la capacité de réactions de la jeunesse russe.

M. Saint-Bris parlait tout à l'heure des grands poètes ou littérateurs russes du XIXème siècle. Il y a, c'est vrai, en Russie, une capacité de redressement qui est tout à fait étonnante et dont je ne

suis pas sûr qu'on puisse trouver l'équivalent chez un autre peuple. En tous les cas, je ne le vois pas pour ma part. Cela m'a beaucoup frappé. Il suffit de regarder le regard des gens, des jeunes. Je trouve que c'est un regard vainqueur.

La troisième chose qui m'a frappé et puis je m'arrêterai là, c'est la détermination de la nouvelle équipe que le Président Eltsine a mis en place. C'est une équipe qui donne vraiment le sentiment de la compétence, de la détermination et qui est prête à renverser les murailles. C'est pourquoi je pense aujourd'hui, que la grande réforme de modernisation de la Russie est irréversible.

QUESTION - Est-ce que vous avez évoqué avec le Président russe la coopération militaire, plutôt la coopération dans le domaine nucléaire avec l'Iran à des fins militaires. Ce matin, le Président russe déclarait que cette coopération n'existait pas dans le domaine disons à des fins militaires, mais n'a pas exclu, par contre la livraison d'armes à l'Iran ?

LE PRESIDENT - Les relations entre la Russie et l'Iran sont de la seule compétence de ces deux pays. Ensuite, ce matin, le Président russe a dit très clairement les choses, notamment, qu'il était hors de question que la Russie coopère sur le plan des technologies balistiques ou nucléaires avec l'Iran. Cela est une chose claire et je n'ai aucune raison d'en douter. Je n'ai rien à ajouter à ce qu'il a dit ce matin.

QUESTION - M. le Président, M. Boris Eltsine pratique, depuis pas très longtemps, les rencontres sans cravate, comme il dit avec les dirigeants des pays amis, comme l'Allemagne, maintenant ce sera le Japon. Vous d'ailleurs aussi, vous rencontrez dans un cadre sans trop de protocole, M. Kohl. Est-ce qu'on peut s'attendre à de telles rencontres entre le Président de la Fédération de Russie et le Président de la France ?

LE PRESIDENT - Des rencontres tout à fait informelles ? C'est déjà le cas. Notre rencontre d'hier soir était à la fois familiale et informelle, de surcroît dans un très bon restaurant. J'étais très sensible à la qualité du restaurant. Je ne vais pas faire de publicité naturellement. C'est très informel, vous savez, c'est

de la même nature que les rencontres que je peux avoir avec Helmut Kohl depuis longtemps, les rencontres qui existaient avant entre mon prédécesseur et le Chancelier allemand.

QUESTION - En ce qui concerne l'Irak, M. le Président, y a-t-il une coordination des mesures que pourraient prendre la France et la Russie en ce qui concerne l'allègement des sanctions à l'égard de l'Irak ?

LE PRESIDENT - Je vous ai répondu tout à l'heure. Je vous ai donné tout à l'heure très précisément la position de la France. Elle n'a pas changé depuis la première réponse que j'ai faite. Il y a un point que je voudrais évoquer, même si mon expérience, hélas, m'a montré à quel point il était dangereux de débattre publiquement des affaires de personnes enlevées à un titre ou à un autre. Néanmoins ce sont des drames, bien entendu extrêmement durs à supporter. Or, nous nous trouvons dans la situation où dans le nord Caucase, il y a un certain nombre de personnes qui ont été enlevées, il y a cinq Français, quatre qui relèvent d'Equilibre et un de Médecins sans frontières, il y a un Allemand, deux Anglais, pour ce que je sais. J'ai longuement évoqué ce problème avec le Président Eltsine, hier soir, et à la première heure ce matin. Il a vu longuement son Vice-Premier Ministre chargé de l'Intérieur, pour essayer de tout mettre en oeuvre afin de gérer cette affaire au mieux des intérêts des victimes, notamment de nos compatriotes, de l'Allemand et des Anglais aussi naturellement.

Je voulais simplement dire que le coeur et les moyens mis en oeuvre par le Président Eltsine m'ont beaucoup touché. Je suis sûr qu'il fera le maximum, même si, je le répète, mon expérience personnelle m'a conduit à être toujours prudent, inquiet dans ce genre de chose.

{PAGE }

{PAGE }

{PAGE !9}